

#CHOLET

Chemillé-en-Anjou. Opération « Sacs de blé » zone des Trois routes



Jeunes agriculteurs, élus, bénéficiaires et organismes participants, sont réunis, vendredi 20 juillet, pour souligner l'importance de l'action menée. | OUEST-FRANCE

Vendredi 20 juillet, sur une parcelle de la zone des Trois routes, les Jeunes agriculteurs présentent leur action solidaire « Sacs de blé ».

Avec la météo de la veille, la moisson n'a pu être effectuée, mais la présentation de l'opération menée, elle, a été maintenue sur site. L'activité d'engins sur la parcelle voisine, pour l'installation d'une entreprise nouvelle, rendait le message encore plus contrasté : agriculture, industrie, foncier, solidarité internationale.

Ils ensemencent des parcelles industrielles

Depuis huit ans, l'association Sacs de blé, initiée par les Jeunes agriculteurs, ensemence, avec l'aide de jeunes agriculteurs bénévoles, des parcelles destinées aux implantations industrielles, pas encore achetées. Les collectivités les mettent gracieusement à leur disposition.

Les fonds obtenus sont donnés à deux associations

Cette année, en Maine-et-Loire, sept hectares ont, ainsi, été semés, dont deux et demi sur la zone des Trois routes, de Chemillé-en-Anjou.

Les fonds obtenus sont donnés, en partie, à **Saint-Gabriel solidarité**, depuis le début de l'initiative, née en Vendée. Une autre partie est donnée à l'**Afdi (Agriculteurs français et développement international)**, depuis trois ans. Les représentants de ces deux associations (Daniel Rabillier et Jean-François Cognée) étaient présents, vendredi 20 juillet, se félicitant de cette collaboration.

Un double objectif

Cette activité a, en réalité, un double objectif : l'humanitaire, d'abord, avec les deux associations citées, et la défense du foncier agricole.

Le choix des parcelles ensemencées est, à ce niveau, plus que symbolique. Un échange sur le sujet s'est effectué entre les responsables de l'association Sacs de blé et les deux élus présents, eux-mêmes agriculteurs.

L'équilibre entre développement économique et maintien d'une activité agricole interpelle les uns et les autres. Ne faudrait-il pas parler plutôt de « **préserver l'environnement** », plutôt que « **défendre le foncier agricole ?** », suggère l'un des participants.

Une économie solidaire possible et nécessaire

Ce sont donc environ 15 000 €, ainsi récoltés par l'opération, qui montre qu'une économie solidaire est possible et nécessaire.